

Solidaires

ET INTERNATIONALISTES!



Activités internationales de l'Union syndicale Solidaires : les actualités mensuelles

#133 – Avril 2025 – Spécial Ukraine

L'Ukraine se bat désormais sur trois fronts

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie de Poutine il y a plus de 3 ans et le retour de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis en janvier 2025, la situation internationale est instable et lourde de menaces pour les peuples, les travailleurs-euses et la paix. Tous les jours, militaires et civils sont visés par les frappes russes. La volonté néocoloniale de Poutine de « rassembler le monde russe » continue de se heurter à la résistance ukrainienne. Si cette résistance avait été suffisamment soutenue depuis trois ans, nous aurions pu échapper à l'alliance entre Trump et Poutine, car désormais, l'Ukraine et les Ukrainien·nes se battent sur trois fronts.

Les luttes des travailleurs-euses ukrainiens-ennes et de leurs organisations syndicales, ainsi que des organisations féministes, environnementales, LGBTQIA+ et de défense des droits humains, ont été indispensables à la résistance du pays, en premier lieu contre l'invasion russe, mais aussi contre les politiques antisociales adoptées par le gouvernement Zelensky. Désormais, les Ukrainiens et Ukrainiennes doivent aussi résister à l'impérialisme américain, conditionnant son aide au racket du pays et de ses ressources.



Lors d'une manifestation parisienne de soutien à la résistance ukrainienne

Plus que jamais, nous devons poursuivre le soutien à nos camarades syndicalistes en Ukraine ; avec eux et elles, nous sommes aussi en lien avec les collectifs féministes, LGBTQI, de citoyennes et citoyens, écologistes, de soldats, etc. Ces organisations sont également la meilleure garantie que la reconstruction sera dans l'intérêt de la majorité du peuple ukrainien.

Mars 2025 : Réseau européen de soutien à l'Ukraine (RESU)

Pendant deux jours une conférence était organisée à Bruxelles au cours de laquelle de nombreux·ses militant·es se sont rencontrés pour discuter et agir ensemble en solidarité avec l'Ukraine dans ce moment marqué par la collusion entre Trump et Poutine. Des militant·es britanniques de la Campagne de solidarité avec l'Ukraine en



A Lyon, le 1^{er} mai 2024

nombre, des député-es européens venus en particulier d'Europe du Nord, une sénatrice Etats-unienne, des Ukrainien·nes de l'intérieur et de l'extérieur et de nombreux·ses activistes de France, de l'Etat espagnol, de Belgique, de Russie (en exil)...

La grande variété des participant·es entre élu·es, militant·es politiques, syndicalistes et organisations de base a montré la diversité des forces progressistes qui se mobilisent activement pour aider la population ukrainienne, toutes soucieuses du respect du droit international comme de la justice sociale. Dans le contexte de ce début de 2025, il était important de confronter aussi comment les uns et les autres pensent les contradictions et la manière de les résoudre entre la crainte d'une militarisation à tous crins et la nécessité impérieuse d'armer l'Ukraine. Pour un compte-rendu des travaux de ces deux jours : www.ukraine-solidarity.eu

Conférence « Solidarité avec l'Ukraine : reconstruction et société civile » au Parlement européen : les divisions de la gauche européenne sur la question ukrainienne

En parallèle de la conférence du RESU se tenait un évènement au Parlement européen organisé le 26 mars par le Groupe de la Gauche au Parlement européen (GUE/NGL). Cette conférence, nommée « Solidarité avec l'Ukraine : reconstruction et société civile », regroupait des organisations syndicales ukrainiennes et européennes, des collectifs, des universitaires ainsi que des parlementaires européens - avec notamment l'ancienne ministre finlandaise de l'éducation Li Andersson (Alliance de Gauche) et Jonas Sjöstedt (ancien dirigeant du Parti de gauche suédois). L'apparente unité des parlementaires de gauche lors de cette conférence cache cependant les profondes divisions de la gauche européenne sur la question ukrainienne.



Bruxelles, les 26 et 27 mars 2025

L'absence des parlementaires français·es (France Insoumise), espagnol·es (Podemos) ou même belges (Parti du Travail de Belgique) révèle les désaccords de fond pouvant exister concernant le soutien à l'Ukraine. Pourquoi une partie de la gauche européenne refuse-t-elle de dénoncer réellement tous les impérialismes, qu'ils soient russes, américains, turcs ou israéliens ?

L'enjeu de la solidarité syndicale internationale

La conférence de Bruxelles, les interventions ainsi que les discussions qui ont pu y surgir ont démontré la nécessité de continuer à bâtir et à renforcer un front social et politique solide, en Ukraine et dans toute l'Europe. Le syndicalisme a en effet un rôle déterminant à jouer. Nous souhaitons mentionner l'intervention de nos camarades de Soyez comme nous sommes, syndicat indépendant du personnel de santé ukrainien, qui pose clairement les défis qu'affrontent les travailleurs·euses ukrainien·nes : *« nous sommes convaincu·es que nous parviendrons à reconstruire une Ukraine où les droits syndicaux seront respectés dans tous les secteurs et où les employé·es recevront des salaires décents et auront des conditions de travail satisfaisantes. Ce ne sera pas facile. Mais vous avez vu notre force et notre engagement pendant la guerre. »*

« Face aux difficultés, le moyen le plus efficace est de créer des syndicats indépendants qui peuvent et pourront comprendre la situation et tout contrôler de l'intérieur. En effet, qui connaît mieux la situation de son hôpital, ses capacités, son administration, que les employés eux-mêmes. Ainsi, gérer et contrôler les hôpitaux est possible si nous commençons par faire élire le directeur par le personnel lui-même ». En parallèle, et alors que la perception d'une guerre dont les conséquences touchent les plus pauvres se diffuse de plus en plus dans la société ukrainienne, il est urgent de soutenir nos camarades ukrainien·nes dans leur lutte pour leurs conditions de travail, pour leurs salaires et pour leurs droits.

Plus globalement, la lutte contre les impérialismes et les fascismes passera par la construction d'un modèle politique et de justice sociale et écologique à même de constituer un pôle d'attraction suscitant un autre imaginaire que le rapport de force débridé prôné par les réactionnaires alliés des capitalistes.



L'enjeu de notre syndicalisme est donc de parvenir à peser dans le sens de la paix à condition qu'elle soit juste et durable, ce qui signifie en premier lieu que les discussions à ce propos n'aient pas lieu sans représentation du peuple ukrainien. Il faut aussi rappeler que nos camarades ukrainien·nes font partie de la gauche européenne et que ces discussions ne peuvent avoir lieu sans eux et elles.

Bilkis : un féminisme de base dans la guerre

Bilkis fait partie de ces nombreuses organisations, associations, réseaux qui ont fleuri en Ukraine dans la foulée des mobilisations de Maidan, en 2014, et dans la mobilisation contre la guerre, montrant le dynamisme de la société ukrainienne et sa façon d'inscrire une volonté démocratique dans un combat social. Bilkis dont une représentante était présente à Bruxelles situe clairement son combat dans le contexte de la guerre actuelle en en soulignant les risques majeurs pour les femmes, les personnes LGBTQI+ avec l'agression, l'occupation de régions entières par la Russie : exactions, violences, difficultés d'accès aux soins...



Leurs valeurs : féminisme, horizontalité, égalité sociale, décolonisation et intersectionnalité. Elles allient les actions politiques de rue aux interventions culturelles, l'organisation d'espaces de justice sociale et de gratuité et l'information sur les droits sur les réseaux sociaux...

Soyez comme nous sommes (Будь як Ми , Be like we are), travailleurs·ses de santé et syndicalistes en temps de guerre

Le syndicat des travailleurs·euses de santé Soyez comme nous sommes, crée en 2020 à partir d'un mouvement d'infirmières, compte aujourd'hui plus d'un millier de membres (en grande majorité des femmes, avec 86 000 abonné·es sur Facebook) et démontre le dynamisme de la société civile ukrainienne ainsi que la nécessité de la présence de syndicats indépendants puissants en Ukraine. Oskana Slobodiana, cofondatrice de l'organisation, était présente lors de la conférence de Bruxelles. Depuis 2022, les travailleurs·euses fournissent des soins de santé en zone de guerre.

La répression syndicale et la destruction des droits du travail alourdissent un fardeau déjà écrasant. La charge de travail est décuplée en raison de la guerre et de la pénurie de personnel. Ce travail peut être extrêmement dangereux pour les travailleurs·euses devant s'occuper de patient·es dépendant·es



présent-es dans des villes ou des villages sur la ligne de front. Les salaires, très faibles, peuvent être versés avec deux ou trois mois de retard. Ces conditions de travail et de vie induisent des problèmes physiques et psychologiques peu pris en compte par la hiérarchie ou par l'Etat.

Soyez comme nous sommes organise des formations auprès des travailleurs-euses et, en lien avec des organisations de défense des droits humains, assure un soutien juridique. Oksana Slobodiana a largement insisté sur un point : l'importance du soutien syndical international. Alors que Soyez comme nous sommes et de nombreuses autres organisations syndicales et politiques luttent pour réformer le Code du travail afin d'assurer de meilleurs droits aux travailleurs-euses, les syndicats européens doivent continuer à soutenir leurs camarades ukrainien-nes.

Sotsialnyi Rukh : mouvement social (et politique)

Nous connaissons depuis nos premiers convois en Ukraine des militant-es de Sotsialnyi Rukh, une petite organisation de gauche qui est née dans la foulée de Maidan et est très active aujourd'hui sur le terrain social et dans la lutte contre l'agression russe. Ielles sont en lien avec les militant-es syndicaux les plus actif-ves et constituent ainsi un relai et un appui aux luttes sociales. Ielles se sont adressé-es à de nombreuses reprises à la « gauche européenne » pour convaincre de la nécessaire solidarité avec l'Ukraine.

Aujourd'hui, ielles demandent une véritable économie de guerre, en considérant que les contradictions sociales s'accumulent entre ceux et celles qui font sans cesse des sacrifices sur le front ou à l'arrière et un gouvernement qui reste prisonnier de ses liens avec les oligarques et des politiques néolibérales d'autant plus présentes qu'elles sont pilotées par l'Union européenne.



Ielles revendiquent la « mise en place d'un contrôle des travailleurs dans les entreprises en tant qu'outil d'audit interne efficace et forme de société auto-organisée ». Vitaly Dudin, un des responsables présent à Bruxelles : « À notre avis, la défense de l'Ukraine pourrait être renforcée par une transition vers une politique de "socialisme de guerre" qui consisterait à mobiliser suffisamment de capitaux au service de l'État par la confiscation et l'abandon de la régulation de l'économie par le marché... Le renforcement de la défense est inextricablement lié à des investissements à grande échelle dans la sphère sociale : création d'emplois (en particulier dans les secteurs d'infrastructures critiques), amélioration des services de soins notamment pour permettre aux femmes d'accéder au marché du travail, et amélioration de l'accès aux services sociaux (soins de santé, logements temporaires, réhabilitation). Il est nécessaire d'augmenter le niveau des garanties sociales pour le personnel militaire, en particulier pour ceux qui défendent l'Ukraine depuis 2022. »

Solidarity Collectives : du soutien à la base

Cette organisation était présente lors de la conférence et représente une des nombreuses facettes de la résistance et de l'organisation de celle-ci en Ukraine : son objectif principal est de fournir aux soldats partis au front tout l'équipement nécessaire pour accroître leur sécurité et leur efficacité dans la résistance à l'assaut impérial des Russes. Actuellement, ielles soutiennent une centaine de combattants anti-autoritaires de convictions diverses : anarchistes, défenseurs des droits humains, syndicalistes, éco-anarchistes, anarcho-féministes, punk-rockers, réfugiés politiques de Biélorussie et de Russie, etc.



Nombre d'entre eux n'étaient pas d'accord avec la vision et les idées des autres avant la guerre. Cependant, ils étaient unis par un ennemi commun, « car la machine impériale russe ne permettra à aucun d'entre nous d'exister. Nous resterons unis

jusqu'à la fin de la guerre, jusqu'à ce que le dernier occupant quitte le territoire de l'Ukraine indépendante. Notre lutte est une lutte contre la politique impériale coloniale, selon laquelle l'ordre mondial est déterminé par celui qui possède le plus d'armes et de gisements fossiles. Nous luttons contre la propagande mensongère et les compromis géopolitiques hypocrites. Nous luttons pour un ordre mondial dans lequel les peuples choisissent leur propre voie et leur propre développement, et ne se soumettent pas au pouvoir des dictateurs. »

Livraisons d'armes et pacifisme

Le débat sur les armes, la militarisation est complexe parce qu'il n'est pas dans les valeurs ni les habitudes du mouvement ouvrier de revendiquer l'augmentation de livraisons d'armes ou celle des budgets militaires. La tradition pacifiste est bien ancrée. Pourtant en plusieurs occasions, des militant-es syndicalistes, ou d'organisations de la gauche se sont battus pour des livraisons d'armes. Cela a été le cas particulièrement lors de la guerre d'Espagne, lorsque la République a été attaquée militairement en 1936 par les troupes du général Franco qui a bénéficié du soutien militaire actif des armées allemande et italienne. A cette

époque, où le Front populaire avait pourtant remporté les élections en France, la revendication de livrer des armes à la République s'est opposée à la politique de « non-intervention » des gouvernements français et britannique en particulier. Le pacifisme a aussi été combattu lors de la seconde guerre mondiale par les forces progressistes qui refusaient l'occupation nazie.

A Bruxelles, l'exemple de l'Espagne est revenu à plusieurs reprises dans les interventions : non ! Exiger des livraisons d'armes pour l'Ukraine, ce n'est pas cautionner notre gouvernement. Le régime de Zelensky ne porte certes pas les mêmes valeurs que la Révolution espagnole mais, tout comme le peuple espagnol en 1936, le peuple ukrainien doit aujourd'hui avoir les moyens de se défendre contre les attaques militaires visant à le soumettre.

Sanctions, avoirs russes

Les participant-es à la conférence de Bruxelles ne sont pas des amateurs de budgets militaires en hausse. Chacun-es sait que, dans la plupart des cas, la hausse des budgets militaires est un moyen de pression sur les dépenses publiques et sociales.

Alors, plusieurs intervenant-es sont revenu-es sur les enjeux liés aux sanctions contre la Russie. Le contournement des sanctions est massif. Ainsi la Campagne de solidarité avec l'Ukraine en Ecosse a fait état des différentes formes de contournements des sanctions visant le GNL (gaz naturel liquéfié). Elle vise particulièrement la société britannique Seapeek Maritime qui contribue directement par le transport de GNL russe (dans des ports européens dont la France), normalement interdit depuis 2022, à financer l'effort de guerre russe. Un militant allemand a montré aussi comment les exportations de grandes entreprises allemandes avaient considérablement augmenté dans des pays limitrophes de la Russie qui ne sont pourtant pas ordinairement des pays où les échanges avec l'Allemagne sont importants. Avant d'augmenter quelque budget militaire que ce soit, l'application réelle et le renforcement des sanctions sont un moyen essentiel de limiter le financement de l'effort de guerre russe. L'autre sujet concerne les avoirs gelés en Europe par les sanctions, ceux-ci doivent évidemment permettre le financement des armes demandées par les Ukrainien·nes.



Emigration, immigration

De nombreux travailleurs et travailleuses d'Ukraine ont quitté leur pays depuis 2014, date des premières actions militaires de la Russie dans le Donbass et de l'annexion de la Crimée. 4,3 millions d'entre elleux ont obtenu la « protection temporaire » en Europe, étant arrivés depuis 2022 (ielles reçoivent l'autorisation provisoire de séjour qui leur permet d'exercer une activité professionnelle, une aide à l'hébergement, l'accès aux soins, à l'éducation).



Cette protection temporaire est provisoire. Ceux et celles qui sont arrivé-es plus tôt en revanche n'ont pas ce statut et sont dans une plus grande précarité encore. Toutes les études s'accordent pour dire que de nombreuses familles resteront dans les pays d'accueil (droit que nous devons soutenir), et seraient y compris rejointes par les conjoints en cas de levée de la loi martiale en Ukraine. A la fin de la guerre en Ex-Yougoslavie, seule la moitié des personnes exilées étaient rentrées chez elles. Les enjeux démographiques de la reconstruction sont donc essentiels. Et les syndicats ukrainiens sont déjà dans l'exigence de salaires et de droits équivalents pour les travailleur-euses migrants qui viendront travailler en Ukraine. Certains sont déjà là dans la construction. Ainsi Vasyl Andreev, président du syndicat de la construction FPU déclare : « *Non au dumping salarial sur le marché du travail ukrainien ! La rémunération du travail des travailleurs d'autres pays devrait être la même que celle des Ukrainiens... Les syndicats exerceront un contrôle public sur cette question et informeront leurs membres, ainsi que l'ensemble de la société, de la manière dont se déroule la participation des travailleurs migrants à la restauration de l'Ukraine* ».

Quelle reconstruction pour l'Ukraine ?

Enjeux démographiques, économiques et politiques

Nous ne savons pas encore à combien se chiffrera au total la reconstruction de l'Ukraine. Il n'en importe pas moins de réfléchir dès maintenant aux enjeux constitutifs de cette reconstruction. Pour rappel, depuis 2022, l'Ukraine compte plus de 7 millions de déplacé-es internes et plus de 6 millions de réfugié-es à travers le monde. Yuliya Yurchenko, professeure d'économie à l'Université de Greenwich présente à la conférence de Bruxelles et au Parlement européen, nous rappelle que les dégâts infligés sur les territoires contrôlés par l'Ukraine se chiffrent à au moins 200 milliards de dollars, et ce sans compter les territoires occupés par la Russie. Sur une décennie, ce sont au moins 600 milliards de dollars qui seront nécessaires afin de reconstruire le pays, un pays déjà criblé de dettes pratiquant une violente politique d'austérité.

Vitaliy Dudin, camarade du mouvement Sotsialnyi Rukh (Mouvement social), rappelle que le gouvernement ukrainien, au lieu de centraliser l'économie et d'effectuer des nationalisations, préfère laisser le marché réguler les rapports économiques. Pourtant, la reconstruction de l'Ukraine pourrait passer par une transition vers une économie basée sur un Etat providence, des nationalisations et par une élimination de l'exploitation au travail. Yuliya Yurchenko, une économiste de gauche, le dit aussi : cette guerre a une dimension de classe, il n'est pas possible que ceux et celles qui ont tout sacrifié pendant la guerre soient à nouveau sacrifiés. Il faut de bonnes conditions pour que les réfugié-es rentrent, un système de santé opérationnel avec des salaires augmentés pour le personnel de santé, un programme de logement. Et pour tout cela, la Russie doit payer.

La mise en place d'une véritable répartition des richesses ainsi que la saisie des 250 milliards d'euros d'avoirs russes présents au sein de l'Union européenne pourraient permettre de ne pas faire peser sur les plus pauvres et les plus précaires la plupart des conséquences liées à cette guerre menée par la Russie. Enfin, la paix juste et durable est une condition sine qua non à la reconstruction et à la relance du pays. L'Ukraine ne peut pas être reconstruite sous l'égide d'un cessez le feu fragile et sans les réparations de la Russie. Solidaires ainsi que l'ensemble des organisations syndicales doivent continuer le combat pour une paix juste et durable en Ukraine impliquant l'annulation de la dette ukrainienne et l'aide inconditionnelle à la reconstruction du pays.

Une nouvelle délégation Solidaires en Ukraine

Il est une nouvelle fois essentiel de rappeler que la solidarité syndicale internationale doit continuer à s'appliquer concrètement. Depuis le début de la guerre, Solidaires, avec l'ensemble des organisations syndicales françaises, se coordonne avec les syndicats ukrainiens pour assurer une solidarité effective et concrète avec les travailleurs-euses ukrainien-nes. Nous avons participé à des convois unitaires de solidarité afin d'acheminer en Ukraine de l'aide matérielle ainsi qu'à trois convois organisés par le Réseau syndical international de solidarité et de lutte (RSISL) dans lequel nous sommes impliqués.

Ces actions nous ont permis de mesurer concrètement l'engagement des travailleurs-euses dans la défense du territoire et dans la défense de leurs droits contre les réformes néolibérales, la corruption et les oligarques, pour la défense de la santé, l'éducation, les salaires. Cela démontre une réalité : bien avant février 2022, les travailleurs-euses et les syndicats, par leur dynamisme, faisaient partie de ces forces vives se battant pour les droits et la démocratie en Ukraine, toutes choses insupportables pour le pouvoir russe.



Nous envisageons une nouvelle délégation syndicale dans les mois qui viennent afin d'y rencontrer l'ensemble des syndicats et mouvements avec lesquels nous sommes en contact, contacts établis maintenant depuis longtemps et entretenus régulièrement.

Le soutien financier

L'association « Convoi syndical » qui a participé à de nombreuses actions de solidarité héberge nos dons. Les syndicats, sections syndicales, syndicalistes, travailleurs et travailleuses peuvent :

→ faire un chèque à l'ordre de « Convoi syndical » et l'envoyer à Solidaires, 31 rue de la Grange aux belles, 75010 Paris (en indiquant « convois syndicaux » sur l'enveloppe)

ou

→ effectuer un virement sur le compte du Convoi syndical : FR12 2004 1000 0127 9649 6A02 006 – PSSTFRPPPAR. La Banque postale Centre financier Paris.



Le soutien à la résistance ukrainienne est partie intégrante de notre combat pour la liberté et l'émancipation : là-bas, ici, partout dans le monde !

La scène qui s'est déroulée le 28 février dans le bureau ovale de la Maison blanche est largement relayée dans les médias. Elle doit être comprise comme une des illustrations de la ligne politique du pouvoir en place aux Etats-Unis. Zelinsky a été traité comme le sont les millions de travailleurs et de travailleuses de l'Etat fédéral américain insulté·es et licencié·es, ou les migrants et migrantes. Le capitalisme dans sa forme la plus crue règne à Washington. Et le capitalisme a besoin de l'impérialisme pour durer. La volonté américaine d'accaparer les ressources naturelles ukrainiennes rejoint la prédation russe. L'impérialisme chinois fait de même dans d'autres régions du monde.

Nous aurions pu échapper à l'alliance entre Trump et Poutine, si la résistance populaire ukrainienne avait été suffisamment soutenue depuis trois ans, pour expulser les troupes russes de toute l'Ukraine. Une défaite de Poutine dans sa guerre d'annexion, de vol des enfants, de destruction des infrastructures et habitations, aurait contribué à affaiblir, voire abattre, son régime. Mais si les annonces gouvernementales et politiciennes se sont succédé, la réalité du soutien est demeurée en deçà des besoins ukrainiens. Ne parlons pas de celles et ceux qui n'ont eu de cesse de renvoyer dos à dos l'Etat russe agresseur et le peuple ukrainien agressé, réclamant une «paix» entérinant l'occupation militaire entamée en 2014, élargie depuis 2022 !

Plus que jamais, nous devons poursuivre le soutien à nos camarades syndicalistes en Ukraine ; avec eux et elles, nous sommes aussi en lien avec les collectifs féministes, LGBTQI, de citoyennes et citoyens, écologistes, de soldats, etc. Ils et elles se battent sur deux fronts : contre les politiques antisociales du gouvernement et contre les troupes de Poutine. Nous soutenons leurs actions.

Avec le Réseau syndical international de solidarité et de luttes ou l'intersyndicale nationale Ukraine, nous avons organisé six convois syndicaux. Les 23 et 24 février, nous participions aux manifestations ou rassemblements dans plusieurs villes de France. L'Union syndicale Solidaires est impliquée dans le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et son collectif français. Nous poursuivons le combat pour

- une paix juste et durable en Ukraine,
- le retrait des troupes russes de l'ensemble du pays,
- le retour des enfants ukrainiens volé·es,
- la libération des prisonnier·es de guerre et prisonnier·es politiques détenu·es en Russie,
- le jugement des responsables de crimes de guerre et au premier chef d'entre eux, Poutine,
- pour l'annulation de la dette ukrainienne et pour une aide inconditionnelle à la reconstruction du pays.

Un troisième front est désormais ouvert : contre l'impérialisme américain qui s'est allié à Poutine.

En Ukraine, comme en Palestine, en Afrique, ou en Kanaky, partout, l'impérialisme, les régimes liberticides, l'extrême droite sont les ennemis des populations qui aspirent à la liberté, à l'émancipation sociale. Nous appelons les forces progressistes à agir ensemble et rappeler, dans les faits, que les peuples font l'histoire !

Підтримка українського опору є невід'ємною частиною нашої боротьби за свободу і визволення: там, тут, скрізь у світі!

Сцена, що розгорнулася 28 лютого в Овальному кабінеті Білого дому, широко висвітлюється в ЗМІ. Її слід розуміти як одну з ілюстрацій політичної лінії, яку проводять сильні світу цього в США. Із Зелінським обійшлися так само, як і з мільйонами американських федеральних службовців, яких образили і звільнили, або як з мігрантами. У Вашингтоні панує капіталізм у його найгрубішій формі. А капіталізм потребує імперіалізму, щоб тривати. Американське прагнення монополізувати природні ресурси України нагадує російське хижацтво. Китайський імперіалізм робить те саме в інших частинах світу.

Ми могли б уникнути альянсу між Трампом і Путіним, якби український народний опір був достатньо стійким протягом останніх трьох років, щоб вигнати російські війська з усієї України. Поразка Путіна у його війні анексії, викраденні дітей, руйнуванні інфраструктури та будинків допомогла б послабити, якщо не повалити, його режим. Але в той час як урядові та політичні заяви слідували одна за одною, реальна підтримка не відповідала потребам України. Не будемо навіть згадувати про людей, які ніколи не припиняли підігрувати російській державі-агресору проти агресивного українського народу, закликаючи до "миру", який би підтвердив військову окупацію, що розпочалася у 2014 році і продовжується з 2022 року!

Більш ніж будь-коли, ми повинні продовжувати підтримувати наших товаришів-профспілчан в Україні; разом з ними ми також контактуємо з феміністськими, ЛГБТКІ, громадянськими, екологічними, солдатськими та іншими групами. Вони борються на два фронти: проти антисоціальної політики уряду та проти військ Путіна. Ми підтримуємо їхні дії.

Разом з Міжнародною синдикальною спілкою солідарності та праці (Réseau syndical international de solidarité et de luttes) та французькими профспілками ми організували шість профспілкових автоколон. 23 та 24 лютого ми взяли участь у демонстраціях та мітингах у кількох французьких містах. Профспілка "Солідарність" є членом Європейської мережі солідарності з Україною та її французьким колективом. Ми продовжуємо боротьбу за

- справедливий і тривалий мир в Україні,
 - виведення російських військ з усієї країни
- повернення викрадених українських дітей,
- звільнення військовополонених та політичних в'язнів, які утримуються в Росії,
 - суд над відповідальними за воєнні злочини і, в першу чергу, над Путіним,
 - списання українського боргу та безумовної допомоги для відновлення країни.

Зараз відкрито третій фронт: проти американського імперіалізму, який об'єднався з Путіним.

В Україні, як і в Палестині, Африці та Канаці, імперіалізм, репресивні режими та крайні праві є ворогами людей, які прагнуть свободи та соціального визволення. Ми закликаємо прогресивні сили діяти разом і нагадуємо, що історію творить народ!



Pour une paix juste et durable !

Solidarité avec la résistance des travailleuses et travailleurs d'Ukraine !

Les organisations syndicales françaises, CFDT, CGT, CFE-CGC, CFTC, UNSA, Solidaires et FSU réaffirment leur soutien au peuple ukrainien qui, depuis plus de trois ans, résiste à l'invasion militaire russe. En trois ans, les destructions, les souffrances endurées par le peuple Ukrainien, avec près de 10 millions de personnes déplacées et 20000 enfants volés à leurs familles par la Russie, atteignent des niveaux jamais enregistrés sur le sol européen depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

A la fin du mois de février le revirement géopolitique des Etats-Unis sous l'égide de Trump donne corps à une internationale autoritaire aux tendances impérialistes

L'adoption de la résolution ES-11/7 pour « la promotion d'une paix globale, juste et durable en Ukraine » de l'Assemblée générale des Nations unies, le 25 février 2025, réaffirmant l'intégrité territoriale de l'Ukraine illustre cet état de fait. Les Etats-Unis, la Russie, Israël, le Bélarus, Le Mali, le Nicaragua ou encore la Corée du Nord ont voté contre. Les régimes autoritaires combattent le droit international ! A peine arrivé au pouvoir Trump a adopté des sanctions à l'encontre des représentants de la Cour pénale internationale. Cette même CPI qui a délivré des mandats d'arrêts contre des responsables du régime russe pour crime de guerre, et crime contre l'humanité.

Depuis, sous l'égide de l'administration Trump, les efforts pour un cessez-le-feu au détriment de l'Ukraine sont en cours avec le Kremlin.

Or depuis qu'il est évoqué, la Russie redouble ses bombardements d'infrastructures civiles sur l'Ukraine et joue ainsi la montre dans les négociations de paix.

L'intersyndicale s'est exprimée à plusieurs reprises à propos de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, tant par des déclarations communes que par des expressions propres de chacun de ses membres. Elle a aussi produit un important effort de solidarité concrète en organisant trois convois humanitaires de solidarité en direction des organisations syndicales, des travailleuses et des travailleurs d'Ukraine.

Face à la nouvelle situation marquée par l'alliance entre les Etats-Unis de Trump et la Russie de Poutine, les associations d'Ukrainiens et Ukrainiennes en France appellent à une manifestation samedi 5 avril, à 14 heures, de la Place de la République à Bastille. Dans la suite du soutien apportée depuis trois ans, les organisations syndicales françaises, CFDT, CGT, CFE-CGC, CFTC, UNSA, Solidaires et FSU appellent à participer à cette manifestation.

Le peuple Ukrainien, attaqué sur son sol par la Russie, est le premier à vouloir ardemment la paix. Mais elle ne peut pas lui être imposée de l'extérieur, en validant l'agression militaire et l'occupation de leur pays.

Solidarité avec l'Ukraine qui résiste !

Solidarité avec les travailleuses et travailleurs d'Ukraine ! Non à la guerre de Poutine !

Troupes russes hors d'Ukraine !

Libertés en Russie et au Belarus !

Pour la construction d'une paix juste et durable en Ukraine !



Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

1^{er} mai 2025

Trump, Musk et Vance, ce triumvirat ultra-réactionnaire, apportent désormais une aide directe à Poutine contre l'Ukraine. Il n'y a pas, à ce jour, de cessez-le-feu, mais les conditions en ont été annoncées par les émissaires de Washington : la partition de l'Ukraine !

Voilà le but de guerre immédiat de Trump et de Poutine !

Un « cessez-le-feu », une « paix » de partition de l'Ukraine ne seraient ni un cessez-le-feu, ni une paix : ils seraient la poursuite de la guerre. La poursuite, dans les zones occupées, des déportations de population, des enlèvements d'enfants, des tortures, des viols, des crimes contre l'humanité, de la colonisation.

Ce serait une menace directe vers le reste de l'Ukraine et vers les nations frontalières de la Russie.

Dans le partage mondial qu'il propose à la Chine et à la Russie – un partage porteur de guerre –, Trump veut l'Amérique et laisse l'Europe centrale et orientale à la Russie. Ceci exige capitulation et asservissement de l'Europe occidentale. Les auxiliaires d'extrême droite de Trump et Poutine sont là pour ça : ils ont pour nom Le Pen, Bardella, Meloni, Orban.

Le sacrifice du peuple palestinien au profit de Netanyahou – l'ami de Trump et Poutine – et la chasse aux migrants en Europe comme aux Etats-Unis vont de pair avec le sacrifice du peuple ukrainien.

C'est l'ensemble des forces progressistes qui doit combattre cette politique.

C'est l'ensemble des forces progressistes qui doit défendre l'Ukraine, les Palestiniens, la démocratie et le droit à l'autodétermination des peuples.

C'est l'ensemble des forces progressistes qui doit s'opposer à l'axe néofasciste Trump/Poutine !

C'est l'ensemble des forces progressistes qui doit refuser le choix du pouvoir macroniste qui refuse d'augmenter les impôts – c'est-à-dire de faire payer les riches – et qui aggrave les attaques contre les services publics, la protection sociale et les retraites en prétextant du risque de guerre.

L'internationalisme, celui qui hérite de Jaurès et de Rosa Luxemburg, celui du refus de la guerre des puissants en 1914, celui de la Résistance antifasciste en 1936 et 1940, l'internationalisme exige aujourd'hui, comme hier en Espagne, le combat pour aider et armer le peuple ukrainien pour défaire Poutine et Trump.

Dépenses sociales, dépenses écologiques, dépenses de défense, doivent aller ensemble : que les riches paient !

Quelles dépenses de défense ? Celles de l'aide immédiate et massive à l'Ukraine, par l'envoi des armes dont les pays occidentaux disposent, au lieu de les vendre aux dictateurs et de les fournir à Netanyahou. Les armes ne doivent pas être des marchandises. En même temps il faut renforcer radicalement les sanctions pour faire plier Poutine, à commencer par un embargo ferme sur pétrole et le gaz russes, exportés illégalement par le Kremlin.

La solidarité avec l'Ukraine des forces progressistes doit se traduire par l'aide humanitaire, mais aussi par le soutien concret aux syndicalistes, aux féministes, aux LGBTQIA+, aux écologistes, aux antifascistes, qui, sur place, luttent pour la paix depuis plus de trois ans en participant activement à la résistance contre les forces d'occupation.

Armer l'Ukraine, c'est nous défendre ici et maintenant ! La livrer au nom d'une prétendue et fausse « paix », ce serait commencer à nous livrer nous-mêmes !

UKRAINE

SOLIDARITÉ

INTERNATIONALE



Union
syndicale
Solidaires